

Dégradation de l'environnement

Un coût évalué à 3,5 % du PIB

● Une étude officielle menée par le département de l'environnement en coopération avec la Banque mondiale tire la sonnette d'alarme sur les impacts de la dégradation environnementale au Maroc qui sont deux fois plus importants à l'échelle nationale que ceux induits au niveau mondial. L'eau et l'air sont les défis les plus importants.

Le coût de la dégradation de l'environnement au Maroc est évalué à près de 33 milliards de DH soit 3,52 % du PIB. Le constat de l'étude menée en 2015 et 2016 par le ministère de l'Environnement (actuellement secrétariat d'État du développement durable) en coopération avec la Banque mondiale est alarmant. Il devra interpellier tous les acteurs concernés au Maroc d'autant plus que les résultats détaillés en disent long sur les efforts qui restent encore à déployer sur les plans social, économique et environnemental. Certes des progrès ont été constatés par rapport aux résultats de la première étude menée en 2000 qui a relevé un coût de la dégradation de l'environnement atteignant 3,7 % du PIB. Mais, le chemin reste encore long pour atteindre les objectifs escomptés. Tout en reconnaissant l'ampleur de la mission d'amélioration de la qualité de l'environnement, la secrétaire d'État chargée du développement durable Nezha El Ouafi estime que l'adoption de la stratégie nationale du développement durable permettra de mettre en œuvre une vision intégrée pour tous les secteurs à condition de prendre des mesures claires avec tous les partenaires.

Pollution de l'eau en tête

Les dégâts causés par les émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'environnement global sont estimés, pour l'année 2014, à 1,62% du PIB. Les incidences de la dégradation environnementale à l'échelle nationale (coûts nationaux) seraient deux fois plus importantes que celles à l'échelle mondiale (coûts globaux). Parmi les coûts nationaux, la pollution de l'eau (1,26% du PIB) constitue le premier vecteur de dégrada-



tion de l'environnement, suivie par la pollution de l'air (1,05% du PIB). S'agissant de l'eau, les pressions sur les ressources hydriques causent une diminution de la quantité et de la qualité des ressources en eau et des répercussions sur l'économie et l'environnement du pays. À cela s'ajoute d'autres pratiques inadéquates d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène qui ont des effets négatifs sur la santé, tels que la diarrhée et la malnutrition. Ces facteurs causent des pertes évaluées à 11,7 milliards de DH ou 1,26% du PIB. Les pertes humaines ne sont pas en reste. «Il est anormal d'enregistrer des décès à cause de l'environnement notamment le non accès à l'eau potable», souligne la responsable gouvernementale.

Pollution préoccupante de l'air

En ce qui concerne la pollution de l'air qui provoque des décès prématurés et des cas de morbidité chez les adultes (cardiopathies ischémiques, accident vasculaire cérébral, cancer du

poumon, broncho-pneumopathie chronique obstructive), son coût total est évalué à 9,7 millions de DH soit 1,05% du PIB. Au total, la grande majorité des coûts est induite par la mortalité liée à la pollution de l'air extérieur (75%), notamment à Casablanca, Marrakech et Tanger, en raison de cardiopathies ischémiques, accidents vasculaires cérébraux et cancers des poumons chez les adultes. La mortalité causée par la pollution de l'air intérieur est, quant à elle, particulièrement élevée dans les ménages ruraux utilisant les combustibles solides pour la cuisson (25% du coût total de la pollution de l'air). Ce sont des données on ne peut plus inquiétantes qui nécessitent une intervention rapide. À ce titre, Nezha El Ouafi souligne qu'une commission se penche sur l'élaboration d'un programme d'amélioration de la qualité de l'air pour réduire le coût levé de la pollution. Sur le volet des terres agricoles, la dégradation des sols affecte près de 5,5 millions ha de terres de culture en sec (en rai-

son de l'érosion) et 160.000 ha de terres de culture irriguées (en raison de la salinisation). Ces pertes sont évaluées à 1,7 milliard de DH. La dégradation des sols affecte aussi les terres de parcours (coût estimé à 3,3 MMDH) à travers le défrichement (65 000 ha par an), la désertification (103 000 ha par an) et la surexploitation (30,2 millions ha). En somme, le coût total de la dégradation des sols est estimé à 5 milliards de DH, représentant 0,54% du PIB. Quant aux pertes des biens et services fournis par les forêts (bois, liège, fourrage, produits non-ligneux, récréation) à cause des défrichements et incendies, elles sont évaluées à 40 millions de dirhams, ou 0,004% du PIB.

Le coût de la dégradation du littoral est estimé à 2,5 MMDH, soit 0,27% du PIB.

Déchets à valoriser

Concernant les déchets municipaux, l'étude évalue, pour la première fois, quelques coûts liés aux déchets dangereux en termes de pertes économiques dues à l'absence de valorisation des huiles usagées et l'impact de l'exposition au plomb sur la santé des enfants. L'impact des déchets industriels dangereux (bien que partiellement couvert dans le cadre de l'étude) est estimé à environ 1 275 millions de DH soit 0,14% du PIB. Au total, le coût de la gestion des déchets est estimé à 3,7 milliards de dirhams représentant 0,4% du PIB. À cet égard, Nezha El Ouafi compte améliorer la gestion des déchets ménagers à travers un partenariat renforcé avec le ministère de l'Intérieur en vue de mettre en place des centres pilotes de valorisation des déchets d'ici 2021. Le débat est ouvert avec les acteurs locaux et régionaux en vue de donner un coup de fouet à la valorisation des déchets et promouvoir ce volet spécial de l'économie verte, longtemps marginalisé. Au niveau du littoral qui représente un poids économique considérable, les estimations se limitent aux impacts induits par la dégradation des sols sur le site. La dégradation du littoral entraîne un coût estimé à 2,5 milliards de DH, soit 0,27% du PIB. L'impact sur les zones côtières est largement sous-estimé, étant donné que plusieurs facteurs polluants ont été inclus dans d'autres composantes. ●

PAR JIHANE GATTIOUI
j.gattiooui@leseco.ma